

“Yvan Mayeur incarne la volonté du PS de tout contrôler”

■ **Alain Maron, député bruxellois Ecolo, dénonce l'emprise des socialistes sur la Région et la Ville de Bruxelles.**

Entretien Frédéric Chardon et Bosco d'Otreppe

Alain Maron est le franc-tireur écolo qui est en pointe dans le scandale du Samusocial. Député bruxellois, conseiller communal à Saint-Gilles, sa notoriété politique vient d'être boostée par son travail acharné dans le dossier qui vient de faire chuter Yvan Mayeur. Alors qu'au parlement bruxellois la commission d'enquête est sur rails, il juge sans concession le rôle du PS en Région bruxelloise. Alain Maron égratigne également les socialistes flamands qui, selon lui, s'en tirent un peu trop facilement dans cette affaire...

Le PS bruxellois n'a jamais autant été mis en cause que pour l'instant. Est-il pire que le PS wallon, voire que le PS liégeois ?

Je ne pense pas que le PS bruxellois soit pire. Le PS, c'est le PS. Le problème, c'est que ce parti a perdu sa boussole idéologique. Qu'a-t-il encore à voir avec une ligne sociale ou une politique de gauche ? On arrive à la limite d'un système où le PS est un parti de pouvoir prenant possession de l'appareil de l'Etat.

En particulier dans les institutions bruxelloises : beaucoup d'articles ont dénoncé cette emprise socialiste.

Oui, il y a eu le fameux dossier de la création des OIP (organismes d'intérêt public) et de démantèlement de l'administration bruxelloise au profit de ces organismes à la tête desquels on a placé essentiellement des socialistes. Mais cette logique de contrôle général des institutions publiques ne répond plus aux enjeux démocratiques actuels et ne répond plus à la place réelle qu'occupe le PS dans la société. La contestation monte contre cette mécanique. Ce système de mainmise sur la Région bruxelloise est encore plus fort à l'échelon de la Ville de

Bruxelles. Yvan Mayeur a incarné cette volonté de tout contrôler, avec une certaine forme d'arrogance et d'autisme. Le pouvoir qu'il avait pris au sein du PS bruxellois est un mystère pour moi : un pouvoir fragile basé sur la force, la pression sur les autres et la contrainte, plus que sur une légitimité forte. Au moins, avec Philippe Close (le nouveau bourgmestre bruxellois, Ndlr.), on peut parler. Il cherche des solutions plutôt que des problèmes et il ne se nourrit pas du conflit.

Au-delà du pouvoir, Yvan Mayeur a aussi retiré un profit personnel du contrôle PS exercé sur le Samusocial.

C'est ça qui crée le scandale : par-dessus le marché, Yvan Mayeur a utilisé les institutions et son pouvoir pour s'enrichir au-delà de la mesure et de ce qui est légalement permis.

Malgré ce climat, on entend assez peu Laurette Onkelinx, alors qu'elle est présidente de la fédération bruxelloise du PS. Comment l'expliquez-vous ?

On entend peu Laurette Onkelinx car elle est en très grande difficulté. Elle est très proche d'Yvan Mayeur et son mari est l'avocat du Samusocial mais aussi du CPAS de la Ville. Marc Uyttendaele et son cabinet apparaissent tout le temps. Symboliquement, c'est quand même très fort pour cette ancienne ministre de la Justice.

Comment expliquez-vous que la Ville de Bruxelles soit le condensé de cette malgouvernance socialiste que vous dénoncez ?

A Bruxelles, Yvan Mayeur a tenté au maximum de se positionner comme étant le chef. A un point tel qu'on peut se demander qui était le vrai chef à la Région bruxelloise : le bourgmestre de la Ville ou le ministre-Président ? La Ville de Bruxelles, c'est la grenouille qui se veut aussi

grosse que le bœuf et qui veut un maximum de financement régional tout en essayant d'éviter au maximum les contrôles de cette même Région. Historiquement, cette commune a créé un système de décentralisation extrêmement important des services publics au profit d'organismes tels que des ASBL. Et là, on se retrouve avec un cocktail explosif.

Le MR de la Ville a-t-il joué les contre-pouvoirs au PS et à Yvan Mayeur ?

Non, en aucun cas. Le MR est toujours avec le PS dans une logique d'alliance forte. Alain Courtois (Premier échevin, MR), lorsque la majorité locale a annoncé le nom du nouveau bourgmestre, a dit que la presse n'avait pas été convoquée à la salle des mariages de l'hôtel de ville par hasard... Socialistes et libéraux sont dans un mariage assumé, il l'a dit.

“Le PS et le MR de la Ville de Bruxelles sont particulièrement laïcs, pour ne pas dire laïcards.”

“On entend peu Laurette Onkelinx car elle est en très grande difficulté. Elle est très proche d'Yvan Mayeur et son mari est l'avocat du Samusocial.”

Certains expliquent ces liens forts par l'influence des loges maçonniques sur la politique à Bruxelles.

Ces bruits circulent depuis très longtemps, j'entends que des choses se décident à la loge. Force est de constater que le PS et le MR de la Ville de Bruxelles sont particulièrement laïcs, pour ne pas dire “laïcards”.

Vu ces constats, Ecolo doit-il chercher en 2018 des majorités locales sans le PS partout où c'est possible ?

Il est trop tôt pour répondre à cette question stratégique. A ce stade, elle n'a pas été évoquée en interne chez Ecolo. A priori, nous n'avons d'exclusive sur

personne. Mais il est sûr que le PS dans son état actuel va poser des questions de fréquentabilité. Mais pour tout le monde, pas que pour Ecolo. Il faudra voir dans les prochains mois si le PS est capable de se transformer suffisamment. Il y a aussi des situations locales particulières. On ne peut pas amalgamer toutes les sections du PS à Bruxelles et en Wallonie.

“Pascal Smet a été le principal relais politique du Samusocial au sein du gouvernement régional bruxellois”

Voici donc une nouvelle commission d'enquête. Une nouvelle parmi tant d'autres. Ne risque-t-elle pas d'encommissionner le problème ?

On a envoyé notre demande de commission d'enquête lorsqu'on a réalisé qu'Yvan Mayeur, après avoir refusé de répondre à nos questions parlementaires, avait menti sur les montants qu'il touchait.

Lui et Pascale Peraïta mentaient, et leur cas s'aggravait de jour en jour. Tout cela ajoutait du poids à notre demande de Commission d'enquête si bien qu'en bureau élargi, le PS a fini par l'accepter même s'il freinait des quatre fers au début. Dans ce contexte de mensonges, de silences et de contradictions, notre demande était légitime. Aujourd'hui, même la justice s'est emparée du dossier puisqu'une instruction a été ouverte. Il doit donc y avoir une série d'éléments troublants...

Mais va-t-elle servir à quelque chose ?

On va faire en sorte que oui. Premièrement, on va essayer de comprendre le système qui a été mis en place. Et cela sera intéressant à double titre. Tout d'abord pour voir si ce système n'existe pas ailleurs. Ensuite pour discerner quelles sont les mesures de gouvernance à implémenter pour que cela ne se reproduise plus. Deuxièmement, et c'est cela qui nous a fait entrer dans le dossier, nous souhaitons que la commission permette de remettre à plat la politique en matière de sans-abrisme.

Pourquoi ?

Parce qu'avec le Samusocial, nous sommes entrés dans une logique un peu folle. Il y avait toujours plus de sans-abri, puis toujours plus d'argent, puis toujours plus de sans-abri... Ce que je veux dire, c'est que les SDF sont, en quelque sorte, le fonds de commerce du Samusocial. Les millions investis dans le

Samusocial n'ont pas vocation à réduire le nombre de SDF à Bruxelles. Ils n'apportent aucune solution. Il s'agit exclusivement d'une politique humanitaire. Or, s'il en faut, il faut aussi investir dans des actions qui apportent des solutions sur le fond. Avec le Samusocial, la priorité ne fut pas celle-là.

Comment expliquer cette dérive purement humanitaire ?

Le Samusocial a été mis en place par des personnes qui y croyaient vraiment. Mais très vite il a gonflé et commencé à tourner sur lui-même. Notre hypothèse, mais nous devons la vérifier, est qu'Yvan Mayeur et Pascale Peraïta ont très vite phagocyté le Samusocial pour en faire leur chose. Ils l'ont utilisé pour exercer leur pouvoir et, de manière annexe, pour bien arrondir leur fin de mois. Pour tout cela, ils ont pu bénéficier de relais politiques au sein du gouvernement régional bruxellois.

*“En quelque sorte,
les SDF sont le
fonds de commerce
du Samusocial.”*

Des relais qu'il faudra tracer...

Ils sont très clairs. Pascal Smet (qui a l'Aide aux personnes dans ses attributions – Ndlr) fut le relais politique essentiel, aux côtés de Rudy Vervoort et du PS en général.

Pascal Smet couvrait Yvan Mayeur et Pascale Peraita ?

Je ne dis pas qu'il était au courant de tous les problèmes, et sans doute ne savait-il pas que Mayeur touchait des jetons de présence de la sorte. Mais il savait très bien que Mayeur menaçait tous ceux qui voulaient mieux contrôler le Samusocial. Il les a tous menacés. Il le savait et il a endossé cela. Il a aussi en dossé les demandes de subventions, de soutiens matériels et de nouvelles missions du Samusocial.

Comment peut-on le savoir ?

Il y a quelques illustrations assez claires de cela. Pensez au doublement du budget du Samusocial sous cette législature, aux nouvelles missions, dont la coordination du Plan hiver, et cela sans véritables contreparties en matière de contrôle. Mais Smet a été plus loin encore, de par le fait que, quand il n'arrivait pas à avoir l'argent dans les budgets de l'Action sociale, il allait puiser dans ses budgets dédiés à la Mobilité. Il a basculé de la sorte cinq millions de ses budgets Mobilités pour contribuer à l'achat et à la rénovation du bâtiment Poincaré qui est à l'usage exclusif et gratuit du Samusocial.

Il était donc lié à un deal avec le PS.

Il était l'une des courroies de transmission principales du Samusocial vers la Région. Aujourd'hui, sous la pression des médias flamands, le SP.A le force à changer de discours, à jouer au chevalier blanc, mais la réalité c'est qu'il refusait il y a quelques mois de répondre à mes questions parlementaires.